

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE DE CLASSES

Organe de l'Union Communiste (I^{Ve} Internationale)

N° 43 -3ème année

30 Janvier 1945

UN C.C. D'UNION SACREE.

Le Comité Central du Parti Communiste Français s'est réuni le 21 janvier en présence des "notabilités" et des "hauts" fonctionnaires du Parti. Le but de cette réunion apparaît clairement dans l'intervention de Monsieur Thorez (que nous appelons ainsi suivant la consigne du Parti de ne plus tutoyer les "grands" camarades) : en finir une fois pour toutes avec les illusions démocratiques qui subsistent encore parmi les militants communistes et dans la masse de ceux qui sympathisent avec le Parti, qui croient encore que le Parti lutte sur les deux fronts à la fois, la guerre contre le fascisme à l'extérieur, la lutte pour la démocratisation du régime à l'intérieur.

Car ces illusions créent des difficultés au gouvernement qui, tout en prétendant mener à l'extérieur une guerre antifasciste, mène à l'intérieur une action tout à fait anti-démocratique. Il exige des chefs stalinien un soutien sans conditions (c'est-à-dire une capitulation complète). Ceux-ci, en soutenant la guerre du gouvernement, ne peuvent pas ne pas se soumettre à toutes ses exigences. C'est pourquoi Thorez ne pouvait pas parler autrement qu'il l'a fait.

En 1937, répondant aux stalinien qui préparaient alors leur union sacrée pour la présente guerre, sous prétexte de défendre la "démocratie" contre le fascisme en régime capitaliste, Trotsky avertissait : "une victoire de la France... sur l'Allemagne... pourrait signifier... la transformation de la France en un Etat fasciste, parce que pour être victorieux d'Hitler il est nécessaire d'avoir une machine militaire monstrueuse et les tendances fascistes en France sont maintenant puissantes. Une victoire pourrait signifier la destruction du fascisme en Allemagne et l'établissement du fascisme en France".

"Tout pour la guerre", lançait l'autre jour Thorez, et il ajoutait comme conclusion absolument nécessaire : "la sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet. Les gardes civiques et d'une façon générale, tous les groupes armés irréguliers, ne doivent pas être maintenus plus longtemps". C'est la condamnation par le responsable du Parti, des groupements formés sous l'occupation et qui, dans l'esprit des travailleurs, devaient précisément non seulement vaincre l'occupant, mais surtout, par leur structure démocratique, émanciper le peuple des vieilles puissances d'oppression qui seules ont provoqué les malheurs qui se sont abattus sur la France depuis 1939. C'est la condamnation de ces milices dont le désarmement, il y a quelques semaines seulement, avait été qualifié par Duclos (autre "grand" camarade du PC) de "coup de force gouvernemental". Et cette police chargée de la "sécurité publique" c'est toujours celle qu'à plusieurs reprises l'Humanité elle-même a déjà dénoncée comme étant composée pour 95% d'éléments vichyssois, c'est-à-dire réactionnaires et pro-fascistes.

Répétant De Gaulle, Thorez dit : "Nous ne manquons pas d'officiers de valeur, y compris ceux qui ont pu se laisser abuser un certain temps par Pétain". Quelques jours après ce discours, la direction des FFI auprès du Ministère de la Guerre est congédiée... Pourquoi l'Humanité s'indigne-t-elle ?

Ainsi cette guerre soi-disant démocratique à l'extérieur, se traduit à l'intérieur par l'abandon de tout le pouvoir au vieil Etat oppresseur, l'Etat des 200 familles qui se sert de Thorez pour paralyser les masses au nom de la "défense nationale". On comprend donc que "les journaux de diverses nuances louent volontiers la sagesse, le sens politique... du porte-parole du PC" comme dit Cachin dans l'Huma du 25/1 ; seulement le journal qui manifeste le plus son accord avec Thorez, c'est Le Monde, justement dénoncé par l'Huma comme la reconstitution du Temps, organe du Comité des Forges. On a les amis que l'on mérite !

° ° °

Comme tous ses prédécesseurs, Thorez, pour masquer sa trahison, joue au réaliste. Il affirme que ce qui le préoccupe c'est "gagner la guerre au plus vite" (cette guerre de 30 ans!), "faire en sorte que revienne bientôt... le lait pour nos petits, le pain pour nos vieux, le verre de vin pour tous".

Cette promesse électorale du verre de vin pour tous relève de la plus basse démagogie. Car tous les politiciens promettent le bonheur au peuple ; mais par quels moyens, par quelles mesures précises l'obtenir ? Thorez condamne la révolution. Mais que préconise-t-il ? "La confiscation des biens des traîtres". Mais ce n'est là qu'une phrase démagogique, parce qu'adressée au gouvernement de la bourgeoisie ; de même que la

"puniton des coupables". Même si cette mesure était appliquée (mais elle ne peut pas l'être), elle ne changerait en rien l'état des choses. Le peuple a été marchandé, exploité, saigné pendant cinq ans par toute la bourgeoisie, sous Daladier, sous l'occupation et maintenant. Sans l'expropriation de celle-ci, les bébés continueront à mourir de froid dans les maternités...

Thorez s'élève contre "ceux qui ont constamment à la bouche le mot de révolution". C'est ce que les socialistes de trahison (de la IIIe Internationale) reprochaient précisément aux communistes après la scission de Tours en 1921. Mais peut-être Thorez, plus heureux que ses prédécesseurs, serait-il en train d'obtenir des réformes améliorant le sort des masses dans le cadre du régime capitaliste, réformes que les excès révolutionnaires (de langage !) risqueraient de mettre en danger ? Pas plus que les socialistes de trahison de la IIIe Internationale, Thorez n'a le moindre programme de réformes pour améliorer la situation des classes laborieuses en face d'une bourgeoisie gorgée de profits. Pour son malheur, ce sont au contraire les révolutionnaires qui, en même temps qu'ils expliquent inlassablement aux travailleurs que sans révolution ils sont voués à l'écrasement complet par les capitalistes, défendent aussi inlassablement les travailleurs sur le terrain économique à l'usine (en opposant au "travailler d'abord, revendiquer ensuite" des chefs staliniens la lutte pour l'augmentation des salaires, la réglementation de la journée de travail, le contrôle ouvrier, etc.) et luttent pour les droits démocratiques les plus élémentaires (droits politiques pour le soldat, liberté de la presse par la suppression de l'autorisation préalable, la répartition du papier à chaque groupe de citoyens constitué, etc.)... Contrairement à ce qu'affirme Thorez, seule la lutte révolutionnaire peut produire des résultats pratiques, même partiels. Comme les socialistes-jaunes, Thorez s'élève contre la Révolution pour masquer l'appui total qu'il donne aux capitalistes.

° ° °

Les directives de Thorez ont produit dans la masse communiste (militants, jeunesses, sympathisants) des réactions dont la moindre est "l'étonnement". Mais il n'y a rien d'étonnant dans la politique de Thorez. C'est au contraire la seule attitude logique, car qui veut la fin veut les moyens. Si on prêche la guerre sous la domination des 200 familles, il faut leur donner l'assurance qu'il ne sera pas touché à leurs privilèges. Les 200 familles ne se contentent pas d'assurances verbales : il leur faut la certitude matérielle, la disposition à l'intérieur d'instruments qui garantissent leur domination, la police, l'administration, etc.

Thorez reconnaît dans son discours (il ne peut faire autrement) que le maître du pays ce sont les Bureaux ("les bureaux ! Ce n'est pas seulement le sommet de la hiérarchie administrative. C'est aussi et surtout la mainmise de certains cercles privilégiés sur les leviers de commande"). Il ajoute cependant que personne, même pas les Comités de Libération, ne doit s'immiscer dans leur sphère d'action. C'est seulement à ce prix que la bourgeoisie consent à l'union sacrée, c'est-à-dire accepte les services des bureaucrates ouvriers pour la défense de ses coffres-forts.

Ces bureaucrates savent que la bourgeoisie tôt ou tard se débarrassera d'eux. Mais que faire ? On ne peut pas à l'infini faire semblant d'avoir une politique révolutionnaire tout en freinant la révolution. Car à la longue les masses passeraient outre et les bureaucrates seraient débordés. Or la révolution signifie pour eux la perte de leurs positions dirigeantes, car, engraisés, stylés, pommadés, dressés, ils sont à mille lieues de la mentalité des masses et seraient rejetés par leur mouvement déferlant pour construire un monde nouveau. L'union sacrée assure aux bureaucrates des postes ministériels et politiques dans l'appareil de la bourgeoisie et ils espèrent durer aussi longtemps que la patience des masses supportera le régime d'exploitation capitaliste ; ces bureaucrates infatués sont convaincus, dans leur haute sagesse, que "le peuple est bête" et qu'il patientera longtemps, pour leur plus grand bonheur à eux.

Mais les masses comprennent maintenant très rapidement la situation. Elles ont la terrible expérience de cinq années de guerre. La nouvelle union sacrée ne les enchaîne plus sans résistance au service de la bourgeoisie. L'appel aux sacrifices de la part de bureaucrates chauffés qui donnent en exemple Lénine (Lénine où en 1917 les ouvriers ont renversé les capitalistes!), les laisse complètement froids, si on peut s'exprimer ainsi. Les masses sont prêtes à répondre à l'appel de défenseurs hardis, révolutionnaires, capables de les guider effectivement dans la situation terrible où elles se trouvent et de trouver une issue. Ces défenseurs, les révolutionnaires, augmentent tous les jours en nombre. Car la lutte des militants de la IVe Internationale pour rassembler en un Parti capable de conduire les travailleurs vers la libération de classe, rencontre un grand écho dans la masse communiste trahie par ses chefs bureaucrates. C'est pourquoi Marty met en garde le Parti contre "les infiltrations idéologiques ennemies". Mais quelle idéologie peut s'infiltrer et trouver accès auprès des militants communistes, sinon le trotskysme, car le trotskysme c'est le communisme véritable. Et dans le PCF d'union sacrée, le communisme ne s'est pas encore effacé du cœur de tous les militants. Si des chefs à la Cachin, qui d'ailleurs continue sa besogne de 14-18, n'ont plus

de communiste que le nom, la masse du Parti, les militants de base restent communistes. Voilà pourquoi les chefs staliniens sont obligés de lutter constamment contre les "infiltrations" idéologiques, c'est-à-dire le communisme des militants de base du PCF. Effrayés par cet état d'esprit, les chefs staliniens utilisent dans la lutte contre le trotskysme, c'est-à-dire le communisme, toutes les méthodes, qui commencent à la calomnie et finissent par le crime. Et pourtant les chefs de l'union sacrée n'arrêteront pas pour cela leur chute. Maintenant que la roue de l'histoire tourne autrement, maintenant que la conscience révolutionnaire des militants honnêtes et des masses se développe à un rythme accéléré, ces méthodes ne feront que précipiter leur chute.

Par une promesse d'unité entre le PC et le PS les bureaucrates pensent pouvoir cacher leur faillite. Mais les bureaucrates du PC, de même que ceux du PS, si nombreux qu'ils soient par rapport aux révolutionnaires, ne représentent que les intérêts d'une très étroite couche dans le prolétariat : l'aristocratie ouvrière. Par contre, les militants de la IVe Internationale représentent les intérêts de classe de l'écrasante majorité non seulement des ouvriers, mais de tous les exploités et opprimés en France. Les ouvriers prennent conscience de plus en plus vite de ce fait, et, que nous ayons ou pas une union des bureaucrates, nous marchons déjà vers une nouvelle scission de Tours, c'est-à-dire la séparation de tous les communistes et socialistes véritables du PC et du PS. C'est seulement cette scission qui permettra aux masses travailleuses d'avoir enfin un instrument de défense et de victoire sur les exploités, c'est-à-dire le Parti Communiste, section française de la IVe Internationale.

OU VA LA FRANCE ? (suite) LE PROGRAMME TRANSITOIRE

Le plus important c'est de comprendre les rapports objectifs qui existent entre la lutte révolutionnaire des travailleurs et les intérêts des autres couches exploitées et opprimées de la population. Quand le prolétariat soutient les autres couches exploitées contre leurs exploités, ce n'est pas là de sa part une "ruse" destinée à se faire des alliés temporaires pour mettre la main sur le pouvoir et le concentrer définitivement entre ses mains vis-à-vis d'elles ; la dictature du prolétariat ne peut pas représenter un nouveau pouvoir oppresseur. Le soutien par le prolétariat des autres exploités (quelle que soit la forme de cette exploitation), découle tout naturellement de la nature des intérêts de la classe ouvrière elle-même. Celle-ci ne peut pas lutter contre sa propre exploitation sans affranchir en même temps à tout jamais l'humanité entière de toute exploitation et de toute oppression. La classe ouvrière ne lutte pas pour s'emparer pour elle seulement des moyens de production et donc exploiter par ce moyen la société. En luttant pour l'expropriation de la bourgeoisie, elle n'arrache les moyens de production à celle-ci que pour effectuer leur retour à la société entière. La dictature du prolétariat n'est qu'une forme politique de lutte contre la bourgeoisie dépossédée, c'est un organe de la majorité des travailleurs contre la minorité d'exploités, c'est un organe qui se dissout de lui-même au fur et à mesure que la société devient harmonieuse par la disparition des classes.

Luttant pour leurs revendications, les travailleurs s'affirment donc tout naturellement les champions de tous les exploités et opprimés. C'est eux qui représentent la nation en face d'une minorité de rapaces exploités, si par nation l'on entend les travailleurs des villes et des campagnes sans le sommet exploiteur. Mais le prolétariat à notre époque impérialiste ne peut pas faire prévaloir effectivement les intérêts de la véritable nation travailleuse dans le cadre des frontières capitalistes. Ce n'est que par le renversement de la bourgeoisie dans tous les pays, par les Etats-Unis Socialistes du Monde, que pourront être émancipés les exploités de chaque pays, donc de France. Voilà le point fondamental du programme politique de la classe ouvrière. Dans la pratique bien entendu, ce point du programme ne sera que l'aboutissement final de toute une série d'objectifs économiques et politiques TRANSITOIRES.

Voici les principaux de ces objectifs :

Pour mobiliser en premier lieu la classe ouvrière, il faut lutter pour du travail et une existence digne pour tous, c'est-à-dire l'échelle mobile des salaires, l'échelle mobile des heures de travail (pas de travail excessif d'un côté et le chômage de l'autre, mais répartition du travail existant entre tous les travailleurs), un salaire minimum réellement vital. L'expérience propre des travailleurs leur montrera que le capitalisme ne peut en aucun cas les laisser vivre et ils comprendront la nécessité de s'organiser non seulement dans les Syndicats mais aussi dans les Comités d'usine.

Ceux-ci exigeront : l'abolition du secret commercial (qui constitue le droit divin du patron) et le contrôle ouvrier sur l'industrie dans le but de comprendre d'où viennent les maux qui accablent les travailleurs et que les capitalistes attribuent à la pluie et au beau temps.

L'expropriation de certains groupes de capitalistes, comme le Métro, les chemins de fer, les mines, la production d'énergie, la grosse industrie, l'industrie de guerre. Cet objectif s'impose tellement à l'heure actuelle que le gouvernement capitaliste dépense beaucoup d'encre et procède à beaucoup de mise en scène ("nationalisations", etc.) pour sauver les trusts et les monopoleurs : c'est au prolétariat révolutionnaire de montrer que seul il est capable de réaliser cette expropriation.

La confiscation de tous les bénéfices de guerre, l'expropriation des banques et l'étatisation du système de crédit. Les opérations financières du gouvernement tombent lourdement sur toutes les couches pauvres (avant tout sur les petits rentiers) ; la confiscation des bénéfices de guerre résoudrait les difficultés financières sans accabler la population laborieuse.

La petite bourgeoisie, c'est-à-dire les petites gens des villes et les paysans, est aussi immédiatement intéressée à ces mesures. Enfin les paysans ne seraient plus les éternelles victimes des banques et des spéculateurs de la Bourse. L'alliance entre la ville et la campagne deviendra possible par la suppression des intermédiaires capitalistes qui grugent les paysans et affament les villes. L'échange direct entre les travailleurs producteurs de produits industriels et les paysans rendra la prospérité aux uns comme aux autres, par le soutien des paysans pauvres (crédit à bon marché), l'abolition des hypothèques qui ont remis aux banques la propriété des paysans, le soutien d'un programme de revendications pour les prolétaires agricoles.

Pour mobiliser les femmes et la jeunesse travailleuses, il faut exiger : A travail égal, salaire égal ! Droits politiques intégraux pour les femmes, les jeunes et les soldats !

Soutien des travailleurs immigrés et coloniaux, en premier lieu par la revendication du Statut légal.

Droits démocratiques élémentaires pour tous, comme le droit de grève, d'association, d'expression. Liberté de la presse par la suppression de l'autorisation préalable, de la censure, du monopole des trusts et la répartition proportionnelle du papier par chaque groupe de citoyens constitué.

Ces revendications permettront la mobilisation de toutes les couches exploitées et opprimées autour du prolétariat ; mais elle se heurtera à la résistance du pouvoir de la bourgeoisie, c'est-à-dire de son Etat. Pour lutter contre cet Etat, les révolutionnaires appelleront les masses en lutte à créer leurs propres organes du pouvoir, les Conseils ; par les Milices ouvrières et l'armement du prolétariat, ils lutteront pour le Gouvernement ouvrier et paysan, expression directe et exclusive de ces Conseils. L'ancien appareil étatique de la bourgeoisie ne peut pas être utilisé par les travailleurs. La destruction de la police, de la bureaucratie, etc., organes de la bourgeoisie qui écrase les masses, enlèvera à celle-ci ses moyens de domination politique. Ce programme est-il possible ? demandera le sceptique. N'est-il pas trop radical ? Ne pourrait-on se contenter de solutions plus "raisonnables" ? Par ces questions, le sceptique (imbu d'esprit petit-bourgeois) montre qu'il n'a rien compris à notre époque qui est celle des monopoles capitalistes, de l'impérialisme économique. Il faut évidemment une grande énergie révolutionnaire aux masses pour que la réalisation d'un tel programme soit possible. Et les sceptiques voient seulement que les 9/10^e du temps les masses ne déploient pas d'énergie révolutionnaire. Mais c'est seulement parce que la révolution est l'aboutissement historique d'une foule de processus cachés en temps "normal", "pacifique".

La guerre impérialiste a mené la société à un point où il n'est plus possible de vivre comme par le passé. Les masses sont de plus en plus contraintes par la situation objective de trouver en elles l'énergie nécessaire pour se mettre en mouvement. Si les révolutionnaires ont "tort" les 9/10^e du temps, c'est seulement pour avoir raison au moment de la révolution. Celle-ci développe son rythme impétueux en un temps relativement court. Mais cette période suffit pour émanciper à tout jamais l'humanité entière. Voilà pourquoi travailler minutieusement et attendre patiemment son heure sont les qualités les plus précieuses d'un révolutionnaire. Voilà pourquoi aussi, quand la révolution prolétarienne en France les appellera à l'action directe, les partisans de la IV^e Internationale seront armés de pied en cap idéologiquement et matériellement pour vaincre l'ennemi capitaliste.